

Mondialisation : Promesses et limites

Xavier Guilhou
CEO XAG Conseil
Conseiller du Commerce Extérieur de la France
www.xavierguilhou.com

Le temps des mythes s'est effondré avec la fin des idéologies de masse. Ces utopies furent à l'origine de nos projets d'intégration « non aboutis » en particulier celui de l'UE, celui des pays du Maghreb... Entre cette « *fin de l'Histoire* » qui n'a pas eu lieu et ce « *nouvel ordre mondial* » que nous attendons toujours, nous venons en fait de vivre deux décennies d'abandon du terrain politique par les états et une succession de dérégulations économiques effrénées au profit des opérateurs du secteur privé qui se sont engouffrés dans la brèche. Ce fut le cas aussi pour les organisations non gouvernementales qui n'ont jamais autant proliféré ou pour les acteurs de la société civile qui ont pris désormais une place centrale dans les débats de société. Tous ont cherché à combler naturellement les vides de gouvernance par un libéralisme exacerbé que nous avons baptisé « *mondialisation* » sans trop savoir où cela nous conduirait ni même ce que cela signifiait véritablement. Ce phénomène a été soutenu par la formidable révolution des systèmes d'information et de communication qui a remplacé l'ère industrielle : Internet a permis en effet de réduire les distances, de gommer quasiment les frontières et d'induire cette société de services qui domine désormais les transactions mondiales. La mondialisation a aussi bénéficié de la mise sur le marché de liquidités considérables avec la montée en puissance de ce nouvel atelier du monde qu'est devenu la Chine, avec en parallèle l'émergence d'une multitude de fonds et d'instruments spéculatifs qui vont des fonds de pension anglo-saxons aux fonds souverains, en passant par la titrisation bancaire. Tous ces outils se sont substitués aux marchés contrôlés par les banques centrales et ont contribué à créer une grande volatilité de la vie financière même s'ils ont soutenu la formidable croissance mondiale que nous avons connue ces deux dernières décennies et dont nous avons tous plus ou moins bénéficié.

Ce temps des illusions est en train de s'achever avec le retour de ces grandes crises structurelles que les historiens connaissent bien. Ces grandes crises sont comme des tocsins qui sonnent l'alerte face à des déséquilibres évidents ou des ruptures imminentes. Qu'elles soient sécuritaires, financières, alimentaires, énergétiques ou climatiques, qu'importe ! Ce qui compte désormais c'est ce processus de conjonction de phénomènes destructeurs qui s'impose à nous. Ces crises brutales et durables se sont bien installées depuis deux ans dans le paysage mondial avec un dollar qui continue à chuter, un baril qui va vers les 200 \$, des prix de matières premières et denrées alimentaires qui ne cessent de flamber, un Proche et Moyen-Orient plus que jamais sous pression, la Chine et l'Inde toujours plus conquérantes face à une Amérique en surpuissance mais aussi en guerre, ne l'oublions pas... Nous ne pouvons plus nier ces effets de retournement qui ne sont pas que conjoncturels et sur lesquels j'avais déjà attiré votre attention lors du colloque sur le « *Maroc 2030* » il y a 3 ans et sur les enjeux sécuritaire pour le « *Maghreb 2030* » l'année dernière¹. Ces grandes crises, qui conjuguent actuellement leurs énergies (un peu comme ces « *vagues scélérates* » que connaissent bien les

¹ Voir l'introduction et la conclusion du rapport Prospective Maroc 2030 – « *géopolitique I où va le monde ?* » (8et 9 avril 2005) et intervention Maghreb 2030 sur enjeux géopolitiques et sécuritaires : « *faut-il plus de coopération ou de coordination* » (12- 13 mars 2007)

marins²) posent désormais la question de la durabilité de ces concepts de globalisation financière et de mondialisation des échanges sur lesquels nous avons tous surfé allègrement depuis la chute du mur de Berlin.

Soyons clairs la mondialisation dont nous parlons n'a été ni voulue par les pays du nord pour consolider leur pouvoir, ni souhaitée par les pays du sud pour affirmer leur puissance émergente. Il n'y a pas eu complot des uns ou tentative de substitution des autres. Elle s'est faite sous la pression des événements, en jouant avec les lois du marché, les inerties des sociétés, les pulsions des peuples, et les effets de levier permis par la conjugaison de l'arrivée d'Internet et la fin des confrontations bipolaires. Comme je l'ai déjà dit elle s'est faite par défaut de gouvernance, elle n'a pas été décrétée et n'a fait l'objet d'aucun pilotage stratégique. Cette mondialisation s'est imposée différemment à tous les acteurs de la planète, elle n'a pas réglé les déséquilibres nord-sud, loin s'en faut et elle s'est faite sans une véritable maîtrise des risques et encore moins une anticipation des crises qu'elle portait intrinsèquement.

Certains chroniqueurs arrivent à expliquer à posteriori ce processus de libéralisation des économies et d'ouverture politique des frontières en l'intégrant dans une vision cyclique et rationnelle de l'histoire. L'amalgame est rapidement fait avec ces grandes phases d'ouverture économique que nous avons pu connaître notamment en Occident au 16^e siècle avec la Renaissance méditerranéenne portée par l'Espagne et l'Italie, ou plus récemment dans le sillage de la révolution industrielle anglaise au 19^e siècle, de l'émergence du consumérisme de masse avec le modèle américain au 20^e siècle. Aujourd'hui l'épicentre de cette nouvelle mondialisation se situe à priori sur les rives du Pacifique avec en arrière plan une bataille de leadership entre les Etats-Unis et la Chine. Cette bataille, qui devient de plus en plus explicite, n'a rien à voir avec tout ce que nous avons pu connaître sur le plan géostratégique depuis plusieurs siècles.

Mais tous ces phénomènes sont rarement prévisibles tant ils sont excentriques (*il suffit de relire toutes les prévisions faites ces dernières années sur la croissance chinoise pour constater que tout le monde s'est trompé, idem sur le pétrole et encore plus sur la prospective alimentaire...etc.*). Ces phénomènes de « *laisser faire politique - laisser aller économique* » débouchent la plupart du temps sur des phases de recalage qui se traduisent par des remises en cause brutales des bulles spéculatives, des emballements commerciaux et des négligences politiques. Ne nous leurrions pas, cela débouche assez régulièrement sur des fermetures de frontières, des tentations protectionnistes, des confrontations économiques, des radicalisations géopolitiques voire des conflits militaires de grande envergure. La crise de 1929 a débouché sur la seconde guerre mondiale. Souhaitons que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets. Il paraît que l'Histoire se répète mais jamais de la même façon...

Une chose est certaine, les grandes institutions internationales, théoriquement garantes d'un certain nombre d'équilibres, n'ont pas été en mesure ces dernières années d'assurer leur fonction de sauvegarde et de régulation du système mondial. Elles ont été vite contournées voire marginalisées dans tous les domaines. Elles n'ont pu que surseoir aux urgences, en aucun cas elles n'ont été initiatrices de nouveaux modes de régulation. Il suffit de suivre les difficultés de l'ONU sur le champ sécuritaire, de l'OMC sur le plan de la régulation des échanges (*regardez l'évolution des contrefaçons*), du FMI ou de la Banque mondiale face à la crise financière et bancaire que nous traversons (*et qui est loin d'être terminée*), ou tout

² Voir Edito du mois de mai 2008 : « *attention : vagues scélérates* » sur www.xavierguilhou.com

simplement de l'Union Européenne quant à son avenir territorial et politique. J'ai la conviction que nous entrons dans ce temps des recalages des fondamentaux et du repositionnement des jeux d'acteurs. Les 15 à 20 prochaines années vont être passionnantes parce qu'elles vont vraiment définir l'architecture des leaderships de ce 21^e siècle.

Dans cette perspective la Méditerranée fera ou ne fera pas partie des bassins stratégiques du futur. Certes elle ne sera pas le centre de l'histoire mondiale comme elle le fut il y a 5 siècles car l'Amérique et l'Asie domineront indéniablement les prochaines décennies. Néanmoins elle peut redevenir, en périphérie de ce nouveau centre géostratégique, un centre régional majeur de second niveau. Mais elle peut aussi s'enfermer dans des spirales mortifères et tragiques, tous les ingrédients sont réunis entre la menace terroriste qui ne cesse de miner de l'intérieur nos sociétés, la radicalisation religieuse qui enflamme les esprits, la pauvreté et l'analphabétisme qui empêchent des millions de jeunes d'accéder à cette révolution de la connaissance, révolution qui fait par contre la force des pays riverains du Pacifique et de l'Océan Indien. Pour cela il faut essayer d'imaginer quelles sont les promesses mais aussi les limites de l'exercice pour les 22 pays riverains de ce carrefour entre grandes civilisations de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient et en premier lieu pour le Maghreb qui fait figure de pionnier, en particulier dans ses tentatives diverses de rapprochement, de coopération ou de coordination de ses intérêts avec l'Union Européenne. Essayons de les identifier et d'en évaluer le potentiel d'opportunités mais aussi de risques. Pour ma part j'en vois trois:

La première est sans aucun doute la démographie. Ce bassin qui compte déjà 450 millions d'habitants, soit 7% de la population mondiale, va à l'horizon 2030 en réunir quasiment 700 dont 60% seront situées au sud avec un âge moyen de 35 ans. Au nord nous savons que nous aurons une démographie sinistrée avec un vieillissement très significatif et coûteux. Aujourd'hui l'Europe contribue pour 22% au PIB mondial ; avec l'affaiblissement de ses actifs elle ne pourra prétendre à terme qu'à 12% de la création de richesse en tendancier pour 2030. Si nous persévérons dans ce scénario de bunkérisation des talents et des ambitions personne ne sortira gagnant et ce ne sont pas uniquement les technologies du futur ou l'arrivée du Web.2 qui permettront de répondre à toutes les questions liées au fonctionnement de nos sociétés occidentales. Il n'y aura pas de croissance additionnelle sans l'apport d'une force vive qui ne peut venir que du Maghreb qui entre aussi en transition démographique. Mais nous savons tous que la tentation de repli sur soi est forte, les peurs du métissage et de l'hybridation de nos sociétés génèrent déjà des postures populistes au nord et contribuent à une radicalisation identitaire au sud. Ce scénario d'auto blocage régional, nous le connaissons bien, il est déjà engagé depuis quelques temps, mais il n'est pas pour autant irréversible. Si les pays riverains décident d'inventer un nouveau mode opératoire les résultats risquent d'être très surprenants autour d'initiatives innovantes de codécision et de codéveloppement. Je ne parle pas de la classique coopération Nord-Sud que nous connaissons derrière les différents processus de Barcelone (*avec toutes les difficultés bureaucratiques inhérentes qui vont du contrôle de l'immigration aux stratégies d'investissements*), mais plutôt d'un nouveau partenariat (*cf. le projet d'Union pour la Méditerranée*) avec la création d'un réseau de « hubs » compétitifs et stratégiques sur l'ensemble de la région. Je crois plus à la force des réseaux et des flux engendrés par des projets concrets qu'à tous ces grands principes intergouvernementaux qui ne sont jamais mis en œuvre et qui ont tous été réduits à des accords bilatéraux insuffisants par rapport aux enjeux.

La seconde réside dans les changements extraordinaires qui sont survenus sur l'ensemble de ce bassin avec la conjonction d'une urbanisation croissante et d'une littoralisation des activités à forte valeur ajoutée sur les rivages des pays

méditerranéens. Tous les experts prédisent que le 21^e siècle sera surtout marqué par l'économie de l'immatériel mais aussi par le fait maritime. 90% du commerce mondial passe par les mers et la Méditerranée offre avec Gibraltar, le Canal de Suez et la richesse de ses débouchés portuaires un potentiel unique de développement intelligent pour des hinterlands à fort effet de levier que ce soit pour l'industrie, l'agriculture, les services ou le tourisme (*qui correspond pour l'ensemble de la région à 30% du marché mondial*). Mais cette promesse ne peut aboutir que si les partenaires décident de mettre en place un management en réseau approprié et investissent massivement sur la formation pour développer les tissus de compétences qui s'imposent. Dans le cas inverse, la dispersion des énergies et des intelligences fera le bonheur des investisseurs chinois, indiens ou sud américains qui prendront le contrôle de tous ces points de rupture de charge stratégique et ordonnanceront à leur manière la création de richesse. (*observons comment l'Afrique commence à être pillée pour imaginer ce qu'il pourrait se passer sur nos côtes*). Les pays riverains ne seront alors que des manutentionnaires à la solde des grands compagnies asiatiques qui seront incontournables dans 20 ans. (*il suffit là aussi de voir comment fonctionnent actuellement les plus grosses entreprises chinoises pour prendre le contrôle d'actifs stratégiques ou les fonds souverains pour capter les actifs bancaires suite à la crise du subprime*). La Méditerranée mérite peut-être mieux en termes de management de son potentiel économique. Elle peut constituer aussi un terreau pour l'émergence de grands opérateurs régionaux à l'échelle mondiale (*cf. la formidable aventure des chargeurs CMA-CGM ou le groupe Bourbon à Marseille et les initiatives de Mare Forum*).

La troisième correspond à la richesse interculturelle de ce bassin unique au monde. La convergence d'une histoire riche de plusieurs religions issues des mêmes fondements monothéistes, d'approches philosophiques fondatrices de la raison base du progrès et de valeurs universelles base de tolérance constituent un terreau unique pour enrichir la façon d'appréhender les projets de la région. Ce bassin est doté d'une très grande créativité, l'histoire ne cesse de nous le rappeler dans tous les domaines que ce soit sur le plan artistique, scientifique, technologique, médical... Mais il est aussi doué pour se tirer des « *balles dans le pied* » avec des modes de gouvernance qui sont aux antipodes du potentiel et de la richesse humaine de la région. Au nord notre démocratie n'est devenue qu'une antichambre médiatique fortement consommatrice de déficits publics pour garantir des avantages acquis à des oligarchies obsolètes, alors qu'au sud la médiation ne peut être pour le moment qu'autocratique compte tenu des conditions de vie des populations et des contraintes de développement. Vous me direz que personne ne brille vraiment en matière de maturité politique et ce ne sont pas les puissances émergentes d'Asie qui peuvent offrir un modèle alternatif au système dominant américain : il suffit de voir comment la Chine a géré l'affaire tibétaine ou comment la Birmanie accueille l'aide internationale suite au cyclone Nargis pour noter que cette question de la maturité politique est vraiment très relative selon les méridiens. Pour autant si nous voulons installer une signature qui s'impose à l'échelle mondiale il faudra bien inventer un mode de pilotage de nos projets collectifs et de notre avenir qui soit plus coercitif et performant. Sans cette dimension politique, qu'un projet comme l'Union pour la Méditerranée pourrait favoriser, les pulsions régressives sont telles ici et là que l'on ne peut évacuer l'hypothèse à terme de frottements ou de confrontations sur les champs justement de l'interculturel et de l'intolérance.

Ce qui est fondamentalement une richesse constitue aussi un risque majeur sur le plan sécuritaire surtout si des minorités, fortes de la faiblesse des pouvoirs en place, instrumentalisent les différences et radicalisent les postures. Il suffit de peu de choses au sud: les crises alimentaires, les effets du changement climatique, la pauvreté, l'analphabétisme, les

migrations de population, l'accès à l'eau constituent de multiples terrains explosifs. Au nord l'égoïsme, l'hédonisme, l'angoisse existentielle, l'aversion au risque constituent aussi autant d'arguments pour bloquer toute initiative créatrice. **Cette question de la maturité politique de la région est fondamentale.** Pour le moment il y a beaucoup d'énergies dispersées, beaucoup de moyens gaspillés : il suffit de considérer la gestion des rentes énergétiques au sud de la méditerranée et des rentes fiscales au nord. Ce sont des milliards d'euros qui sont dépensés en dépit du bon sens au dépend des populations et de l'avenir de la région. Il y a là un véritable défi pour nos pays afin de recentrer nos facteurs de cohérence et de cohésion. Dans le cas inverse la dispersion ne favorisera que des effets pervers avec un recul général de l'ensemble de la zone qui se traduira par un déclin au nord et par une insécurité croissante au sud, les deux générant une régression globale de la région. L'arrivée de nouvelles générations au pouvoir notamment dans les pays du Maghreb, et la prise de conscience au nord de la permissivité de nos modes de gestion m'incite à penser qu'une nouvelle renaissance de l'ensemble de la région est encore possible. Dans tous les cas je l'espère vivement pour nos enfants.

En conclusion de mon propos j'aimerais ouvrir le questionnement au-delà le bassin méditerranéen. Tout ce que nous évoquons entre autres pour l'avenir du Maghreb est soumis à l'évolution de facteurs exogènes vis-à-vis desquels nous n'avons ni les uns ni les autres le moindre pouvoir : nous n'en subissons que les effets pervers sans pour autant avoir des éléments de réponse collective. Ils ne sont pas neutres pour la région, il s'agit de :

- la fin du pétrole et l'amorce de nouvelles sources d'énergie qui remettront en question tous nos modes de vie et de transactions,
- la fin de l'ordre du monde bipolaire et le retour de la guerre (Moyen Orient, nord de l'Amérique latine, sahel...) avec émergence de menaces asymétriques et prolifération d'armes de destruction massive entre les mains de groupes terroristes,
- la fin du leadership américain et l'affirmation de la puissance des nouveaux maîtres de l'Asie,
- la poursuite de la croissance démographique mondiale et les pressions sur les équilibres alimentaires,

sont autant d'interrogations vis-à-vis desquelles nous n'avons pas de véritables réponses aujourd'hui. Elles peuvent tout changer sur les prochaines décennies avec des effets qui ne laisseront pas indemne cette région, surtout sur le plan sécuritaire. Nous ne pouvons le nier au risque d'accélérer notre auto destruction et notre déclin collectif. Actuellement nous sommes tous conscients que nous ne pouvons pas réussir isolément, que nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres, ne serait-ce que par l'interconnexion de nos réseaux vitaux, de nos systèmes de vie, des flux de connaissance, des moyens de communication qui mettent nos rivages en fusion permanente tant en termes de partages de données mais aussi d'échanges de biens, de marchandises et de relations humaines. Pour autant cette marche en avant se fait sans une véritable régulation, elle se fait selon la bonne volonté des populations et grâce à la détermination de quelques dirigeants plus ou moins visionnaires.

La question que j'aimerais vous poser est celle du type de régulation qu'il faudrait faire émerger entre nous pour réussir ce défi régional sachant qu'il n'y en a quasiment plus au niveau global :

- Comment réguler nos intérêts réciproques aujourd'hui sur une région comme celle de la méditerranée orientale quand les crises que nous traversons sont aussi brutales, destructrices, durables, sournoises au niveau global avec des epicentres qui ne sont très éloignés de nos cercles d'influence?
- Quel type de partenariat faut-il mettre en place entre nous pour renforcer nos facteurs de cohérence, notre cohésion autour de projets à forte valeur ajoutée sur le plan régional et affirmer notre leadership à l'échelle mondiale ?
- Quel type de système d'alerte et de sécurité collective faut-il inventer pour nous garantir de ces tentations de régression, qui sont comme des épées de Damoclès sur nos modes de gouvernance souvent trop légers et par la même très vulnérables ?
- Cette révolution de l'immatériel et de l'information n'est-elle pas une chance pour repenser en mode collaboratif l'avenir et la créativité de cette région et la faire sortir une fois pour toute de sa fascination pour le tragique ?

Ma conviction est qu'il y a plein d'urgences à aborder mais que nous n'avons qu'une seule priorité à traiter ici : celle d'inventer très rapidement un nouvel espace-temps stratégique, déjà et d'abord sur la Méditerranée occidentale, qui s'impose de fait et en soi à l'Europe (qui en doute), à l'Afrique (qui en a besoin) et à l'Asie (qui rêve de l'acquérir à bas prix). Pour le moment cette dynamique a pris le nom « *d'Union pour la Méditerranée* », il est impératif d'aller au-delà les effets d'annonce. Ce qui compte c'est de mettre en œuvre désormais des cheminements concrets et structurants en faisant des promesses identifiées des logiques de vie innovantes et par la même durables pour les futures générations.